

Les cercles de jeu encerclent Matignon

Juste avant d'être embastillé, le 14 octobre, le patron du Cadet négociait avec l'équipe de Valls.

TOUT est bon pour tenter de sauver les cercles de jeu que Valls envisage de fermer. Mais les opérations de lobbying se déroulent parfois sous l'œil ébahi de flics qui enquêtent sur les combines du milieu du jeu. Peu avant 13 heures, le 5 septembre, les policiers en planque au Caméléon, un restaurant chic de la rive gauche parisienne, voient débouler Serge Kasparian. Le président du cercle Cadet y a ses habitudes : c'est son ami Jean-Paul Arabian qui officie au piano. Peu de temps après, les poulets repèrent une voiture (avec chauffeur) qui s'immobilise devant l'établissement. Un trentenaire binoclard, barbu et bien mis en descend. Il se nomme Sébastien Gros et vient tout droit de Matignon, où il exerce les fonctions de chef de cabinet.

Arabian joue les entremetteurs. Il présente son « cousin » Kasparian à Sébastien Gros, lui donnant du « Monsieur le Directeur de cabinet » (sic). En amateur de jeu, le président du cercle Cadet mise beaucoup sur Gros. Comme les autres tauliers de ces honorables établissements ludiques, il doit être reçu, le 24 septembre, Place Beauvau, par la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques pour plaider la noble cause des cercles en péril.

Infiltrés à l'intérieur

A la tête de cette Direction se trouve un certain Thomas Andrieu. C'est lui qu'il faut convaincre. Et, pour le convaincre, il faut persuader Gros. Les deux hommes se connaissent parfaitement : ils ont usiné ensemble Place Beauvau, lorsque Valls était ministre de l'Intérieur. Andrieu



était alors directeur adjoint de cabinet du premier flic de France, et Gros déjà son chef de cab.

A l'issue de leurs agapes, les deux hommes conviennent de se revoir. Gros demande à son hôte de lui transmettre un memorandum compilant l'essentiel de ses revendications. Quarante-huit heures plus tard, Kasparian se rend à Matignon. Au planton, il demande à voir le chef de cabinet. Occupé, Sébastien Gros lui envoie son assistante. Le président du cercle Cadet remet à la jeune femme un document où figurent toutes les propositions du Syndicat des cercles de jeu de France. Charge à Gros de jouer les facteurs avec Andrieu. Interrogé par « Le Canard », le 13 octobre au matin, Gros assure n'avoir rien transmis. Et Andrieu n'a pas répondu au « Canard ».

D'après Kasparian, un autre déjeuner a été organisé, toujours au Caméléon. Cette fois, c'est Jean-Jacques Bourdin, le journaliste vedette de RMC, qui était l'invité du beau Serge. Il comptait sur lui pour jouer les entremetteurs auprès de Valls.

Tapis vert et gazon

Avec « l'ami Jean-Jacques », ils cultivent une passion commune : le Nîmes Olympique. Kasparian a investi dans ce club de foot qui végète en 2^e division. Au printemps 2014, il en est devenu l'un des principaux actionnaires et a imposé un de ses fils comme gardien de but remplaçant. Pour faire bien sur la feuille de match, il est allé chercher Bour-

din. L'enfant d'Alès (Gard), longtemps journaliste sportif, fait désormais office de « parrain » (sic) du club !

Quant à Gros, jeune ambitieux, il a fait du Gard et de Nîmes sa terre d'élection. Cela ne lui a pas réussi jusqu'à présent : il s'est pris une rousste aux municipales. Mais, pour les prochaines échéances, être soutenu à la fois par le club de foot et par un journaliste vedette ne peut pas lui faire de mal.

Gaffe, tout de même : l'animal totem du club est le crocodile. Et, à trois dans le même marigot, ça peut faire du vilain...

Didier Hassoux

Rien ne va plus

LE 9 OCTOBRE, Serge Kasparian faisait le beau, Place Beauvau. Le président du Cadet, un cercle de jeu parisien, venait chercher l'autorisation de prolonger son activité. Le 13 au matin, il était moins fringant. Embarqué par les poulets, avec une vingtaine de ses proches, il est soupçonné d'extorsion de fonds, de blanchiment, de fraude fiscale et, entre autres joyusetés, d'association de malfaiteurs.

Avec sa bonhomie de patron de brasserie, sa gouaille de titi parisien et ses cheveux noir de jais, le beau Serge est suspecté d'avoir organisé une formidable machine à cash, dégageant à son profit et celui d'amis plusieurs millions d'euros, réinvestis dans l'immobilier, la limonade et le foot. Suffisant pour aller au ballon...

Les pratiques contre nature d'un roi de la dépollution

Il balance illégalement des montagnes de déchets. Mais son réseau politique est riche...

DEPUIS des années, le groupe GDE, l'un des leaders français du traitement des déchets, régale cours d'eau et sous-sols de produits ultrapolluants, alors qu'il est censé travailler... à la préservation de l'environnement. Est-ce à cause de son riche réseau politique ? Il s'en est, jusque-là, sorti sans trop salir sa réputation.

Le 16 septembre, le tribunal de Caen n'a pu que constater la prescription des poursuites contre GDE pour « abandon illégal de déchets » : aucun magistrat n'avait, depuis trois ans, effectué le moindre acte dans cette procédure. Une sacrée chance pour l'entreprise, qui avait déposé dans au moins trois terrains vagues du Calvados plus de 150 000 tonnes de « résidus de broyage automobile », imprégnés d'hydrocarbures et de métaux lourds. Dont 37 000 tonnes pour le site de Versainville, qu'elle a partiellement nettoyé depuis.

Deux jours plus tard, le tri-

bunal d'Argentan s'est déclaré incompétent pour statuer sur le « risque réel et imminent » que représente l'exploitation de la décharge de Nonant-le-Pin. Un trou de verdure au pays des haras équestres, où GDE voudrait entreposer, d'ici à 2031, plus de 2 millions de tonnes de restes de broyage automobile.

Avis de déchets

La bataille – juridique et politique – autour de cette poule géante dure depuis 2007. À l'époque, le ministère de l'Industrie refuse l'installation de GDE, dénonçant « un risque de pollution très important », ce que confirme le préfet, en 2010. Et ce dernier campe fermement sur ses positions lorsque, début 2011, le tribunal administratif estime l'installation inoffensive. Du coup, le dossier monte plus haut : en mai, Alain Lambert, ex-ministre et président du conseil général – qui se dit officiellement neutre

dans ce dossier –, écrit en douceur à la ministre de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, pour la prier de tordre le bras au préfet. Ce qu'elle fait aussitôt.

L'attitude cachottière de Lambert s'explique-t-elle par l'activité de son entourage ? C'est ce que suggère un reportage diffusé le 24 septembre dans l'émission « Pièces à conviction » (France 3). Alain Pelleray, son directeur de cabinet (jusqu'en 2011), est en effet actionnaire d'une entreprise de ferraille qui revend sa marchandise à... GDE. Et à des tarifs supérieurs à la moyenne : environ 170 euros la tonne, alors que les prix des concurrents avoisinent les 150 euros. Interrogés sur cette « proximité », Lambert et Pelleray restent d'une discrétion de fer. L'exploitation de la décharge a commencé le 22 octobre 2013, mais elle a cessé, le 24, devant les barrages de riverains, soutenus par les riches propriétaires de haras.

Des juges plus teigneux persécutent GDE pour une troisième brouille. En février, le groupe et l'un de ses patrons ont été mis en examen pour complicité d'escroquerie à la suite de constats fâcheux concernant le pesage des ordures. Aux termes de contrats passés avec des collectivités, GDE leur facture – au poids – l'enlèvement de déchets encombrants.

Ça pèse lourd

Or les enquêteurs ont découvert une impressionnante série de « bons de pesée » trafiqués (le volume a été gonflé de 15 à 20 % sur le papier), au détriment des communes, donc des contribuables. Un salarié déclare même à France 3 que cette pratique a été systématique durant des années ! Et la chaîne a diffusé les images, filmées par une caméra de surveillance, de salariés du siège social de GDE, situé près de Caen, balançant à la benne des

liasses entières de documents. Une perquisition surprise avait eu lieu la veille sur un autre site du groupe...

Excepté ces petits déboires, si GDE n'a pas jusqu'à présent affronté d'ennus plus sérieux, c'est, affirme un concurrent, parce que le groupe pèse un millier d'emplois en France et sait rendre des services aux communes qui abritent ses sites de production. Il dispose donc du soutien de nombreux élus locaux. Mais aussi nationaux, grâce à l'embauche, en 2012, de Hugues Moutouh, préfet, avocat et ancien conseiller de Guéant et de Sarkozy. Il y a quelques semaines, Moutouh est devenu l'un des patrons du club de foot (cher à Jean-Louis Borloo) de Valenciennes, dont GDE est le principal sponsor.

Ministre de l'Écologie de 2007 à 2010, Borloo doit donc, comme tant d'autres, voir en cette boîte une amie de la nature.

Jean-François Julliard

Hollande prêt à débrancher Proglio

LE patron d'EDF ne devrait pas être reconduit à son poste. Ainsi a tranché François Hollande, en début de semaine, avant le conseil d'administration du 16 octobre, qui désignera les nouveaux représentants de l'État au sein de l'entreprise. Changera-t-il d'avis au dernier moment, sous la pression ? Sa décision a été prise contre l'avis d'une bonne partie de la majorité socialiste, que Proglio, depuis des mois, soigne aux petits oignons pour s'attirer leurs grâces.

En tête de liste de ses soutiens, Manuel Valls, sensible aux arguments de son ami Stéphane Fouks, le communicant en chef de l'électricien. Suivent, en ordre dispersé, l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le président de l'Assemblée, Claude Bartolone, et la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, ralliée de la dernière heure à Proglio, qui a su la rassurer, ces dernières semaines, sur son intention d'appliquer sa

loi de transition énergétique. Hollande, pourtant, n'entendait pas céder aux conseillers. Il garde un chien de sa chienne à cet ex-chiracien converti au sarkozysme en 2007, et qui s'était mué en violent critique de son programme socialiste en 2011.

La tension monte

La candidature officielle de Laurence Parisot, l'ex-égérie du Medef, et celles, plus discrètes, de l'ancien ministre Thierry Breton ou de Guillaume Pepy ont été éliminées ces derniers jours. Deux prétendants tenaient la corde en début de semaine. Une candidature externe en la personne de Martin Vial, ex-président de La Poste et directeur général d'Euro Assistance. Un homme du sérail socialiste, compagnon à la ville de Florence Parly, ancienne secrétaire d'État au Budget du gouvernement Jospin.

La candidature interne est

celle de Vincent de Rivaz, le patron d'EDF Energy, qui a relancé le nucléaire en Angleterre. Proglio l'a superbement ignoré, la semaine dernière, alors qu'ils étaient ensemble à Londres. L'encore patron d'EDF a lâché, bizarrement, quelques confidences à la presse anglaise, pas à l'avantage du gouvernement Valls. « La France, aujourd'hui, est dans une triste situation. C'est un pays sous pression », qui « a fait de mauvais choix pendant des années », lesquels l'ont conduit à « une overdose de taxations ». « Comment faire mieux, c'est le problème », a-t-il philosophé. Pour EDF, Hollande semble avoir résolu le problème : l'entreprise fera mieux sans Proglio.

J.-M. Th.



Jour de fête à Fessenheim

« VENEZ nombreux ! » C'est le site Internet d'EDF en Alsace qui invite. Le 16 octobre, la centrale nucléaire de Fessenheim organise un « marché des producteurs locaux » sur son parking, en l'honneur de la Semaine du goût. Au menu : « mets du terroir, légumes, miel et bredalas »...

On va faire sauter les bouchons pour fêter l'adoption de la loi de transition énergétique ! Ici, on se réjouit de la dérobade de Ségolène Royal, qui, sur France Inter le 12 octobre, a recouvert d'un brouillard toujours plus épais l'avenir de cette centrale de 36 ans d'âge. La fermeture, « ça ne relève pas de la loi », a décrété la ministre de l'Écologie, qui a avancé une nouvelle théorie : « Ce ne sont pas les centrales les plus anciennes qui présentent le plus de risques. »

On aura compris que Fessenheim, où EDF a investi « de

300 à 500 millions d'euros », selon elle (un peu plus de 200, en réalité), pour améliorer la sûreté, notamment après Fukushima, n'est plus en tête de liste pour baisser le rideau. « C'est à l'entreprise de décider », a tranché la ministre.

Une victoire pour les centrales de la communauté de (sept) communes Essor du Rhin, heureuse bénéficiaire de 3 millions d'euros (net) par an de taxes de réseau acquittées par l'opérateur électrique. Et pour EDF, qui a gagné une étape décisive dans la course contre la montre engagée avec les partisans de la fermeture. Mais qui, en 2016, date théorique de la mise en service de l'EPR de Flamanville, devra bien fermer deux réacteurs. La loi interdit d'augmenter la puissance totale de production nucléaire.

Mais il ne faut pas gâcher la fête à Fessenheim...

Plâtré comme un pied

LE soir du vendredi 12 septembre, Lukas, 2 ans, se cogne violemment le pied gauche en jouant chez lui, au Havre. Les hurlements du petit ne faiblissent pas, sa mère l'emmenant aux urgences de l'hôpital privé de l'Estuaire, un complexe ultramoderne récemment ouvert près de la maison.

Deux heures d'attente plus tard, une petite fracture est diagnostiquée. Il faut plâtrer. Un médecin, aidé d'une infirmière et d'une aide-soignante, s'en charge illico et, après une demi-heure de travail, Lukas peut sortir. « Tu as toujours mal ? demande le docteur. – Oui ! s'écrie le garçon, qui continue de pleurer jusque chez lui. Ses parents comprennent vite pourquoi. Pour soigner cette fracture du pied gauche, le plâtre a



Sales flics !

C E n'est plus un poulailler, c'est une porcherie ! A Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), faute de moyens financiers, le commissariat de police s'est transformé peu à peu en taudis. Les personnes gardées à vue y frôlent l'asphyxie, tant l'odeur dans les cages est nauséabonde. Les gardiens mettent en péril leur santé, et les citoyens venus déposer une plainte risquent de tomber dans les pommes... Et pas pour cause de bavure !

Le 11 juin, le taulier du lieu, le commissaire divisionnaire, s'en est ému dans une bafouille adressée à sa hiérarchie. En trois pages, Alain Véron établit le bulletin de santé de quatre de ses subordonnés (sur un effectif de 150) : « Des sportifs, menant une vie saine, jamais malades, mais tous les quatre ont été victimes d'infections virales ou bactériennes. »

Virus du poulet

Certes, écrit-il, « aucun lien n'a été établi, à ma connaissance », entre leur état et celui des locaux. Mais, ajoute-t-il, « la vétusté des sanitaires, les évacuations bouchées, l'absence de siphons, notamment dans le hall des gardes à vue et les locaux de dégrèvement, la ventilation insuffisamment concurrente vraisemblablement à maintenir un niveau prophylactique insuffisant ». Sans parler des « odeurs pestilentielles » en provenance des toilettes. Ni de l'eau, qui, selon des analyses réalisées le 9 septembre, est « impropre à la consommation ». Bref, « il faut agir vite, avant qu'une épidémie ne se propage ».

L'alerte du commissaire

Véron est corroborée par la descente de deux collègues, spécialisés dans la prévention et missionnés par la préfecture de police de Paris. Dans leur rapport, photos à l'appui, ils constatent qu'« une grande partie des toilettes et lavabos sont inutilisables », et même qu'un « risque d'évasion reste possible », grâce à une « porte non verrouillable (sic) ».

Des sous et des rats

Comme la plupart des commissariats de France, celui de Boulogne-Billancourt est la propriété de la municipalité. Laquelle met les locaux à disposition de l'Intérieur, qui doit les entretenir. Le 1^{er} octobre, Bernard Cazeneuve a annoncé un « dégel des crédits » pour la maison poulaige. Pas sûr que cela change grand-chose... En 2011, le député-maire UDI Pierre-Christophe Baguet avait interrogé le gouvernement Fillon sur ses intentions de rénovation. Réponse : « La construction d'un nouvel hôtel de police » sera « incluse dans le prochain plan triennal 2013-2015 ».

L'année suivante, Guéant se présente aux législatives à Boulogne et promet un nouveau commissariat. Mais il mord la poussière. Le nouveau député, Thierry Solère (UMP), interrogé à son tour le gouvernement Ayrault, le 19 novembre dernier. Réponse : « Le financement de cette opération fera l'objet d'un examen au titre de la prochaine programmation triennale 2015-2017 ».

D'ici là, les rats auront tout bouffé...

D. H.

Barclays braque ses employés

« MANAGEMENT brutal, menaçant, inhumain » ; « Barclays France présente des risques psychosociaux très aggravés par rapport à ceux de son secteur et largement au-dessus des maximums »... Ce sont là quelques-unes des réconfortantes conclusions du cabinet d'audit Technologia, qui, en mai, a interrogé le personnel de Barclays.

Une banque qui s'enfonce à coups de plans sociaux, avec plus de 19 000 emplois supprimés dans le monde. En France, « c'est une mort à petit feu », « une vente par département » qu'attendent les salariés.

Un exemple : celui des 55 « clubs » chics créés en 2007 et réservés à la clientèle la plus aisée des villes moyennes. Aujourd'hui, ils sont à l'abandon.

Plus d'entretien, moquette sale, plus d'abattant à nettoyage automatique sur les WC, que les prestataires aux contrats résiliés sont venus enlever. Au fur et à mesure, la banque a imposé aux directeurs des clubs des objectifs de rentabilité de plus en plus élevés. Inatteignables. Une douzaine d'entre eux se sont retrouvés sous « surveillance », astreints à un « plan de retour à

la performance ». Trois licenciements pour « insuffisance professionnelle » ont atterri aux prud'hommes, et la banque a perdu.

Sans attendre la fin, deux hauts responsables de Barclays ont plié bagage, juste après avoir exposé au personnel, le 16 avril, un plan de réductions drastiques. « Dans les agences, tout se fera par mail et téléphone, avec une seule personne à l'accueil, chargée de recevoir les clients et d'ouvrir la porte », tempèrent des employés. Une nouvelle direction a remplacé l'ancienne, et elle est arrivée avec sa propre équipe. « On aurait dû se méfier. Quand on veut licencier, on choisit des responsables n'ayant aucune attache avec l'entreprise », racontent certains cadres.

Selon l'audit de Technologia, plus de 50 % des effectifs sont « exposés » à l'épuisement professionnel, dont 25 % à un degré élevé et 12 % à un degré très élevé, nécessitant un suivi ». En 2008, près de 90 % des employés disaient leur « fierté » d'appartenir à Barclays, ils sont 31 % aujourd'hui.

Fiers de n'être pas virés ?

D. S.



été posé sur la jambe... droite. Bingo !

Coup de fil aux urgences, excuses alarmées du personnel. Lukas est de nouveau admis, en priorité cette fois, déplâtré, replâtré du bon côté. Nouvelles excuses des soins. Ouf ! Contacté à plusieurs reprises par « Le Canard », le directeur de l'hôpital privé de l'Estuaire n'a pas daigné communiquer